

2. Dans l'affirmative, quel est le nombre de ces affûts à modifier et quel est le prix de l'entreprise par affût de canon?

3. Des modifications semblables sont-elles effectuées à Vancouver? S'il en est ainsi, par qui et quel est le prix de l'entreprise?

M. McILRAITH:

1. Oui. Le contrat a été adjugé le 19 juin 1945, et modifié le 4 août 1945.

2. 195, moyennant le prix de revient plus une redevance de 3 p. 100.

3. Non.

ENTREPRISE DE L'AÉRO AUX ÎLES DE LA
REINE-CHARLOTTE

M. ARCHIBALD:

1. L'entreprise d'exploitation de bois de l'Aéro à Justkatla, dans les îles de la Reine-Charlotte, a-t-elle été vendue?

2. Le cas échéant, à qui et pour quel prix?

3. Quelle était la mise de fonds du Gouvernement dans cette entreprise?

M. McILRAITH:

1. Oui, à la Powel River Company Limited, moyennant un prix de \$950,000.

2. Le 31 mars 1945, la compagnie avait la gestion de biens de la couronne représentant une valeur de \$1,012,406.99 calculée selon le prix de revient.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE—DISCUSSION DES
PROPOSITIONS D'AÔÛT

L'hon. M. BRUCE:

1. Le Gouvernement a-t-il délégué quelqu'un auprès des provinces pour discuter des propositions que le gouvernement du Canada a soumises à la conférence fédérale-provinciale lors de ses séances en août dernier?

2. Dans l'affirmative, qui était ce délégué et quel poste occupe-t-il dans le service du Gouvernement?

3. A-t-il soumis un rapport au Gouvernement?

Le très hon. MACKENZIE KING:

1. Non. M. D. A. Skelton, secrétaire du comité de coordination de la conférence, a visité les provinces en vue de discuter avec les autorités provinciales le programme de la réunion du comité de coordination, fixée au 26 novembre.

2. Répondu sous le n° 1. M. D. A. Skelton est conseiller technique à la Banque du Canada et secrétaire du comité ministériel des relations entre le Dominion et les provinces.

3. Non. Il a préparé des notes qui serviront à le guider, à titre de secrétaire, dans la préparation de la réunion du comité de coordination.

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES
DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

SERVICE NAVAL—FAIRMILES

M. CHURCH:

1. Combien de navires de guerre Fairmile le Canada a-t-il possédés; qui les a construits et à quel prix chacun?

2. En a-t-on vendu? Dans l'affirmative, à qui et pour quel montant?

3. Qui en a autorisé la vente et quand?

4. A-t-on fait appel à des soumissions pour ces ventes?

M. McILRAITH: Le document est déposé.

DEMANDES DE PERMIS DE RADIO

M. DIEFENBAKER:

1. Depuis le 1er janvier 1944, combien de demandes ont été faites à la Commission de radiodiffusion pour l'émission de permis de postes de radio pour les provinces d'Ontario, de Québec et les Provinces maritimes?

2. Quels étaient, dans chaque cas, les pétitionnaires?

3. De ces demandes, combien ont été a) accordées, b) rejetées, c) laissées en suspens sur instructions?

FARINE ET BLÉ

Mme STRUM:

1. A quels pays le Canada a-t-il exporté de la farine depuis le 28 septembre 1943?

2. Quelles compagnies fournissent cette farine?

3. Quel prix les meuniers ont-ils payé pour le blé utilisé dans la production de la farine d'exportation, depuis le 28 septembre 1943?

4. Quel prix les meuniers ont-ils payé pour le blé servant à la consommation domestique, depuis le 28 septembre 1943?

5. Quel prix la Commission canadienne de blé a-t-elle obtenu pour le blé qu'elle a exporté, depuis le 28 septembre 1943?

6. Quel est le montant de la subvention dont le consommateur a obtenu le bénéfice en conséquence de la réduction dans le prix de la farine rendue possible par la fourniture du blé à des prix inférieurs aux meuneries canadiennes, depuis l'adoption du contrôle des prix en 1941?

7. Quel est le coût de la subvention à la charge du gouvernement canadien depuis l'adoption du contrôle des prix en 1941?

ÉDIFICES PUBLICS DE SHEDIAC

M. WHITE (Middlesex-Est):

1. Le Gouvernement a-t-il construit quelque édifice à Shediac, N.-B., depuis le commencement de la guerre?

2. Dans l'affirmative, pour quelles fins a-t-on construit ces édifices?

3. Quel était le coût de chaque édifice?

4. Se sert-on encore de ces édifices?

5. Combien de personnes ont travaillé dans chacun de ces édifices au cours des années 1942, 1943, 1944 et 1945?

6. Accordait-on des frais de déplacement entre Scoudouc et Shediac aux personnes travaillant dans ces édifices?

7. Ces frais équivalaient-ils à un billet mensuel de chemin de fer? Sinon, lui étaient-ils supérieurs ou inférieurs? S'ils étaient supérieurs, de combien l'étaient-ils?

8. Quelques-uns des ouvriers avaient-ils une carte de circulation?

9. Dans l'affirmative, recevaient-ils aussi une allocation de déplacement?

HONORAIRES D'AVOCATS—BORDEN, ELLIOTT,
SANKEY ET KELLEY

M. POULIOT:

Depuis le commencement de la guerre, combien a-t-il été payé, chaque année, par le gou-